

<https://resistance71.wordpress.com/2018/10/07/analyse-politique-une-ferme-un-monde-une-guerre-la-necessite-dun-reseau-de-resistance-internationale-ezln/>

Analyse politique: Une ferme, un monde, une guerre, la nécessité d'un réseau de résistance internationale (EZLN)

Ci-dessous, nous aidons à diffuser ce qui est sans aucun doute la meilleure récente analyse politico-économique de la situation actuelle du monde, ancrée dans une réalité historique objective.

En cela cette analyse, qui nous vient, comme souvent par sa profondeur et sa clarté, des montagnes du sud-est mexicain et de sa zone en rébellion zapatiste, est tout à fait complémentaire de la fin de notre [“Manifeste pour la société des sociétés”](#) (2017), où nous énonçons à partir de la page 32 la “Tyrannie moderne et fin d'un système anti-naturel corrompu”. Ces deux textes peuvent être lus en parallèle et en ressource complémentaire s'auto-alimentant.

Ceci nous amène à reformuler, en accord avec un [Réseau de Résistance et de Rebellion international](#), la nécessité absolue de coordonner nos efforts au-delà des frontières fictives, pour que triomphe enfin la cause du bien commun et de l'émancipation de la société humaine sur notre planète.

Écoutons l'analyse, la voix qui nous viennent du Chiapas, elles sont vitales !

¡Ya Basta!

Mitakuye Oyasín

~ Résistance 71 ~

voir aussi sur :

<https://lavoiedujaguar.net/Une-finca-un-monde-une-guerre-peu-de-probabilites>

Une finca, un monde, une guerre, peu de probabilités

, par [SCI Galeano](#), [SCI Moisés](#)

Participation de la Commission Sexta de l'EZLN à la rencontre des réseaux de soutien au Conseil indigène de gouvernement et à sa porte-parole.
Août 2018. (Version complétée)

Pour des raisons de temps, la participation zapatiste n'a pas été complète. Nous vous avons promis que nous vous enverrions ensuite ce qui manquait : voici la version originale qui comprend des parties de la transcription plus ce qui n'a pas été dit. De rien, il n'y a pas de quoi.

Première partie

Sous-commandant insurgé Galeano

Bonjour, merci d'être venus, d'avoir accepté notre invitation et de partager votre parole avec nous.

Commençons par expliquer notre façon de faire notre analyse et notre évaluation.

Nous commençons par analyser ce qui se passe dans le monde, puis nous descendons à ce qui se passe sur le continent, puis nous descendons à ce qui se passe dans le pays, puis dans la région et ensuite localement. Et de là, nous trouvons une initiative et nous commençons à passer du local au régional, au national, au continent et au monde entier.

Selon notre pensée, le système dominant dans le monde est le capitalisme. Pour nous l'expliquer, à nous et aux autres, nous utilisons l'image d'une ferme.

Je vais demander au sous-commandant Moisés de nous le décrire.



Sous-commandant insurgé Moisés

Bon, alors, *compañeros*, *compañeras*, nous avons demandé à des *compañeros* et des *compañeras* arrière-grands-pères et arrière-grands-mères qui étaient en vie — certains sont encore en vie. Voici ce qu'ils nous ont dit, ce qui nous a amenés à penser — c'est ce que nous disons aujourd'hui — que les riches, les capitalistes, veulent faire du monde leur *finca*.

Il y a le *finquero*, le propriétaire terrien, le maître de milliers d'hectares de terre, et ça sans être là, parce que le patron a son contremaître qui s'occupe de la *finca*, et puis ce contremaître s'adresse à son *mayordomo* qui est celui qui va exiger qu'on travaille sa terre ; et ce contremaître, sur l'ordre du patron, doit trouver quelqu'un d'autre qu'on appelle le *caporal* qui est celui qui veille sur la *finca*, sa maison. Ensuite, ils nous ont raconté que dans les *fincas* on fait des choses différentes : il y a des *fincas* d'élevage de bétail, de café, de canne, où on fait du sucre, de maïs et de haricots. Alors, ils le combinent, ils combinent ces activités ; c'est-à-dire, dans une *finca* de dix mille hectares, il y a de tout, du bétail, de la canne à sucre, des haricots, des champs de maïs. Donc, toute leur vie, les gens y circulent, y travaillent — ce que nous appelons les ouvriers agricoles ou les manœuvres, les gens qui souffrent là.

Celui qui est contremaître, il complète son salaire en volant le patron sur ce que produit la *finca*. Autrement dit, en plus de ce que le patron, le *finquero*, lui paye, le contremaître en profite pour voler. Par exemple, si dix génisses et quatre taurillons sont nés, le contremaître ne rend pas de comptes exacts, mais dit au patron que seulement sont nés cinq génisses et deux taurillons. Si le patron s'aperçoit de l'arnaque, il chasse le contremaître et en met un autre à la place. Mais le contremaître vole toujours quelque chose, autrement dit c'est ce qu'on appelle la corruption.

Ils nous racontent que quand le patron n'est pas là et que le contremaître est celui qui reste, quand le contremaître veut partir aussi, alors il cherche quelqu'un de ceux qu'il a là, qui soit aussi salaud que lui, aussi exigeant, quoi ; alors pendant qu'il va faire son petit tour, il laisse quelqu'un en charge,

c'est-à-dire il cherche son ami qu'il va laisser à sa place pour ensuite revenir et reprendre son poste de contremaître.

Et alors nous voyons ceci, que le patron n'est pas là, le patron est ailleurs ; le contremaître, c'est ainsi que nous l'appelons, que l'appellent les pays ou les peuples comme nous disons, parce que nous voyons que ce n'est plus un pays, c'est le Peña Nieto comme nous disons, le contremaître. Le *mayordomo*, nous disons que ce sont les gouverneurs, et les *caporales* les maires. C'est structuré de la façon dont ils vont dominer, quoi.

Nous voyons aussi que ce contremaître, ce *mayordomo* et ce *caporal* sont ceux qui exigent des gens. Et là, dans la *finca*, les arrière-grands-parents nous disent qu'il y a un magasin, ils appellent ça une *tienda de raya* — c'est ce qu'ils nous ont dit — ça veut dire que le magasin est là où on s'endette ; alors les exploités qui sont là, les ouvriers ou ouvrières comme on les appelle, ils ont pris l'habitude d'aller y acheter leur sel, leur savon, ce dont ils ont besoin, c'est-à-dire qu'il ne se servent pas d'argent ; le patron a là sa boutique et c'est là qu'ils s'inscrivent, parce qu'ils ont besoin du sel, du savon, de la machette, de la lime ou de la hache, alors ils achètent là, ils ne vont pas payer avec de l'argent mais avec leur force de travail.

Et les arrière-grands-parents nous racontent que leur vie, celle des femmes comme celle des hommes, c'est qu'on leur donne juste de quoi manger aujourd'hui pour que demain ils continuent à travailler pour le patron, et c'est ainsi qu'ils ont passé toute leur vie.

Et ce que disent nos arrière-grands-parents, nous l'avons vérifié, parce que lorsque nous nous sommes soulevés en 1994, lorsque nous avons pris les *fincas* pour chasser ces exploités, nous avons trouvé des contremaîtres et des gens *acasillados*, ils nous ont dit qu'ils ne savaient pas ce qu'ils allaient faire, parce ce que maintenant où vont-ils trouver leur sel, leur savon, maintenant que leur patron n'est plus là. Ils nous ont demandé maintenant qui va être le nouveau patron, parce qu'ils veulent y aller, parce qu'ils ne savent pas quoi faire, parce que où ils vont trouver leur savon, leur sel.

Alors nous leur avons dit : maintenant vous êtes libres, travaillez la terre, elle est à vous, comme avec le patron qui vous a exploités, maintenant vous allez travailler, mais c'est pour vous, pour votre famille. Mais alors ils résistent, ils disent non, cette terre est au patron.

C'est là que l'on a vu qu'il y a des gens qui sont réduits en esclavage. Et s'ils ont leur liberté, alors ils ne savent pas quoi faire, parce qu'ils ne savent qu'obéir.

Et ce dont je vous parle, c'est d'il y a cent ans, plus de cent ans, parce que ce sont nos arrière-grands-parents qui nous le racontent — l'un d'eux a plus ou moins cent vingt-cinq, cent vingt-six ans maintenant parce qu'on a parlé avec ce *compañero* il y a plus d'un an.

Donc on a ça, et c'est ce qui va arriver. Aujourd'hui, nous pensons que le capitalisme est comme ça. Il veut transformer le monde en *finca*. Autrement dit, ce sont les hommes d'affaires transnationaux : « Je vais à ma *finca* La Mexicana », selon ses envies ; « Je vais à ma *finca* La Guatemalteca, La Hondureña », ainsi de suite.

Et le capitalisme va commencer à organiser selon son intérêt, comme nos arrière-grands-parents nous racontent que dans une *finca* il y a de tout, du café, du bétail, du maïs, des haricots, et dans une

autre, non, c'est juste de la canne pour en tirer la mélasse, et dans une troisième encore autre chose. C'est comme ça qu'ils nous ont organisés, chacun des *finqueros*.

Il n'y a pas de bon patron, ils sont tous mauvais.

Bien que nos arrière-grands-parents nous racontent qu'il y en a de bons — disent-ils —, quand on se met à l'analyser, à y penser, à l'observer, juste parce qu'on est moins maltraités, alors nos arrière-grands-parents disent qu'ils sont bons, car ils ne sont pas battus, mais être exploités, exploitées, on n'y coupe pas. Dans d'autres *fincas*, en plus de se crever au travail, si on n'en fait pas plus, on reçoit des coups de trique.

Alors nous pensons que tout ce qui leur est arrivé est ce qui va nous arriver, mais maintenant non seulement à la campagne, mais aussi en ville. Parce que ce n'est pas le même capitalisme qu'il y a cent ans, deux cents ans, son mode d'exploitation est maintenant différent et ce n'est pas seulement dans les campagnes qu'il exploite aujourd'hui mais aussi dans la ville. Et son exploitation change de mode, disons-nous, mais c'est toujours de l'exploitation. Comme si c'était la même cage fermée, mais de temps en temps elle est repeinte, comme si elle était neuve, mais c'est la même.

Quoi qu'il en soit, il y a des gens qui ne veulent pas la liberté, ils sont déjà habitués à obéir et veulent juste un changement de patron, de contremaître, qu'il ne soit pas si vache, qu'il exploite autant les gens mais les traite bien.

Alors ne perdons pas ça de vue parce que c'est ce qui arrive, ce qu'ils commencent déjà à faire.

C'est ce qui attire notre attention : est-ce qu'il y a d'autres gens, hommes et femmes, qui eux aussi voient, pensent, estiment que c'est ce qu'ils vont nous faire ?

Et que vont faire ces frères et ces sœurs ? Est-ce qu'ils se contentent d'un changement de contremaître ou de patron, ou est-ce que ce qu'ils veulent c'est la liberté ?

C'est ce que j'ai à vous expliquer parce que c'est ce qui vient avec ce que nous pensons et voyons avec les *compañeros, compañeras*, en tant qu'Armée zapatiste de libération nationale.



Sous-commandant insurgé Galeano

Donc ce que nous voyons au niveau mondial est une économie prédatrice. Le système capitaliste avance de manière à conquérir des territoires, en détruisant au maximum. En même temps, la consommation est portée aux nues. Il semble que le capitalisme ne se préoccupe plus de savoir qui va produire les choses, ça c'est les machines qui s'en chargent, mais il n'y a pas de machines qui consomment des marchandises.

En réalité, cette exaltation de la consommation cache une exploitation brutale et un pillage sanguinaire de l'humanité qui n'apparaissent pas dans l'immédiateté de la production moderne des marchandises.

La machine automatisée au maximum qui fabrique sans intervention humaine des ordinateurs ou des téléphones portables fonctionne non pas sur le progrès scientifique et technologique mais sur le pillage des ressources naturelles (la destruction/dépopulation nécessaire et la

reconstruction/restructuration de territoires) et sur l'esclavage inhumain de milliers de petites, petites et moyennes cellules d'exploitation de la main-d'œuvre humaine.

Le marché (ce gigantesque magasin de marchandises) contribue à ce mirage de la consommation : les marchandises semblent au consommateur « étrangères » au travail humain (c'est-à-dire à son exploitation) ; et l'une des conséquences « pratiques » est de donner au consommateur (toujours individualisé) l'option de se « rebeller » en choisissant tel ou tel marché, telle consommation ou telle autre, de refuser une consommation spécifique. Vous ne voulez pas consommer de la malbouffe ? Pas de problème, les produits alimentaires bio sont aussi en vente, un peu plus chers. Vous ne buvez pas les sodas de cola bien connus parce qu'ils sont mauvais pour la santé ? Pas de problème, l'eau en bouteille est commercialisée par la même compagnie. Vous ne voulez pas consommer dans les grandes chaînes de supermarchés ? Pas de problème, la même entreprise fournit la boutique du coin de la rue. Et ainsi de suite.

Il organise donc la société mondiale entre autres en donnant, en apparence, la priorité à la consommation. Le système fonctionne avec cette contradiction (parmi d'autres) : il veut se débarrasser de la main-d'œuvre parce que son « usage » présente plusieurs inconvénients (par exemple, il a tendance à s'organiser, à protester, à arrêter le travail, à faire des grèves, à saboter la production, à s'allier les un·e·s les autres) ; mais en même temps il a besoin de la consommation des marchandises par cette marchandise « spéciale ».

Même si le système vise à « automatiser », l'exploitation de la main-d'œuvre est pour lui fondamentale. Peu importe combien de biens de consommation il envoie à la périphérie du processus productif, ou combien il étire la chaîne de production de façon à faire croire (à « faire semblant ») que le facteur humain est absent : sans la marchandise essentielle (la force de travail), le capitalisme est impossible. Un monde capitaliste sans exploitation, où seule la consommation prévaut, c'est de la science-fiction, des élucubrations sur les réseaux sociaux et des rêves paresseux d'admirateurs des kamikazes de la gauche aristocratique.

Ce n'est pas l'existence du travail qui définit le capitalisme, mais la caractérisation de la capacité de travail comme une marchandise à vendre et à acheter sur le marché du travail. Ce qui veut dire qu'il y en a qui vendent et il y en a qui achètent ; et, surtout, qu'il y a ceux qui n'ont d'autre choix que de se vendre eux-mêmes.

La possibilité d'acheter la force de travail repose sur la propriété privée des moyens de production, de circulation et de consommation. La propriété privée de ces moyens est au cœur même du système. Par-dessus cette division en classes (la possédante et la dépossédée), pour la cacher, on a construit toutes les simulations juridiques et médiatiques et aussi les preuves dominantes : la citoyenneté et l'égalité juridique ; le système pénal et policier, la démocratie électorale et les divertissements (choses de plus en plus difficile à différencier) ; les néo-religions et la neutralité supposée des technologies, des sciences sociales et des arts ; le libre accès au marché et à la consommation ; et les absurdités (plus ou moins élaborées) comme « le changement est en soi-même », « chacun est l'architecte de son propre destin », « à mauvaise fortune bonne figure », « ne donne pas un poisson à celui qui a faim, apprends-lui à pêcher » (« et vends-lui la canne à pêche »), et les tentatives maintenant à la mode d'« humaniser » le capitalisme, de le rendre bon, rationnel, désintéressé, *light*.

Mais la machine veut des profits et elle est insatiable. Il n'y a pas de limite à sa gloutonnerie. Et la recherche du profit n'a ni éthique ni rationalité. Si elle doit tuer, elle tue. Si elle a besoin de détruire, elle détruit. Même si c'est le monde entier.

Le système avance dans sa reconquête du monde. Peu importe ce qui est détruit, ce qui reste ou ce qu'il y a en trop : c'est jetable tant qu'on obtient le profit maximal le plus vite possible. La machine revient aux méthodes qui lui ont donné naissance — c'est pourquoi nous vous recommandons de lire *L'Accumulation originelle du capital* — c'est-à-dire la conquête de nouveaux territoires par la violence et la guerre.

Avec le néolibéralisme, le capitalisme a en quelque sorte laissé en suspens une partie de la conquête du monde et il a maintenant à la compléter. Dans son développement, le système « découvre » que de nouvelles marchandises sont apparues et que ces nouvelles marchandises se trouvent sur le territoire des peuples originaires : l'eau, la terre, l'air, la biodiversité ; tout ce qui n'est pas encore abîmé se trouve sur le territoire des peuples originaires et c'est ce qu'il veut. Quand le système cherche (et conquiert) de nouveaux marchés, ce ne sont pas seulement des marchés de consommation, d'achat et de vente de marchandises, il cherche aussi et surtout et tente de conquérir des territoires et des populations afin d'en tirer le plus possible, peu importe qu'ensuite il laisse derrière lui un désert, héritage et trace de son passage.

Lorsqu'une compagnie minière envahit un territoire des peuples originaires, sous le prétexte de « créer des emplois » pour la « population autochtone » (j'te jure que c'est comme ça qu'ils nous appellent), elle ne fait pas que proposer aux gens de quoi acheter un nouveau téléphone cellulaire dernier cri, elle rejette aussi une partie de cette population et anéantit (dans toute l'extension du mot) le territoire où elle opère. Le « développement » et le « progrès » offerts par le système cachent en fait qu'il s'agit de son propre développement et de son propre progrès ; et surtout ils cachent le fait que ce développement et ce progrès sont obtenus au prix de la mort et de la destruction des populations et des territoires.

C'est sur quoi se fonde la prétendue « civilisation » : ce dont les peuples originaires ont besoin, c'est de « sortir de la pauvreté », c'est-à-dire qu'ils doivent être payés. Alors on propose des « emplois », c'est-à-dire des entreprises qui « embauchent » (exploitent) les « aborigènes » (j'te jure, c'est ce qu'ils disent).

« Civiliser » une communauté originelle, c'est convertir sa population en main-d'œuvre salariée, c'est-à-dire ayant la capacité de consommer. C'est pourquoi tous les programmes de l'État se proposent « l'intégration de la population marginalisée à la société ». Et, par conséquent, les peuples autochtones ne veulent pas le respect de leur temps et de leur mode de vie, mais une « aide » pour « placer leurs produits sur le marché » et « trouver un emploi ». En résumé : l'optimisation de la pauvreté.

Et par « peuples originaires », nous entendons non seulement ceux que l'on appelle à tort les « indigènes », mais tous les peuples qui, à l'origine, s'occupaient des territoires subissant aujourd'hui les guerres de conquête, comme le peuple kurde, et qui sont soumis par la force aux prétendus États nationaux.

Ce qui est appelé « forme de nation » de l'État est né avec la montée du capitalisme comme système dominant. Le capital avait besoin de protection et d'aide pour sa croissance. L'État ajoute alors à sa

fonction essentielle (la répression) celle de garant de ce développement. Bien sûr, on disait alors que c'était pour imposer des normes à la barbarie, « rationaliser » les relations sociales et « gouverner » pour tous, « servir d'intermédiaire » entre dominateurs et dominés.

La « liberté » était la liberté d'acheter et de vendre (se vendre) sur le marché ; l'« égalité » servait la cohésion de la domination en homogénéisant ; et la « fraternité », eh bien, nous sommes tous frères et sœurs, le patron et l'ouvrier, le *finquero* et le péon, la victime et le bourreau.

Puis on a dit que l'État national devait « réguler » le système, le mettre à l'abri de ses propres excès et le rendre « plus équitable ». Les crises étaient le produit de défauts de la machine, et l'État (et le gouvernement en particulier) était le mécanicien efficace toujours prêt à corriger ces imperfections. Bien sûr, au long terme, il s'est avéré que l'État (et le gouvernement en particulier) faisait partie du problème, pas de la solution.

Mais les éléments fondamentaux de cet État-nation (police, armée, langue, monnaie, système juridique, territoire, gouvernement, population, frontière, marché intérieur, identité culturelle, etc.) sont aujourd'hui en crise : les polices ne préviennent pas le crime, elle le commettent ; les armées ne défendent pas la population, elles la répriment ; les « langues nationales » sont envahies et modifiées (c'est-à-dire conquises) par la langue dominante des échanges ; les monnaies nationales sont indexées sur les monnaies qui monopolisent le marché mondial ; les systèmes juridiques nationaux sont subordonnés aux lois internationales ; les territoires s'étendent et se contractent (et se fragmentent) en fonction de la nouvelle guerre mondiale ; les gouvernements nationaux subordonnent leurs décisions fondamentales aux diktats du capital financier ; les frontières varient dans leur porosité (ouvertes au trafic des capitaux et des marchandises et fermées aux personnes) ; les populations nationales « se mélangent » avec celles venant d'autres États, etc.

En même temps qu'il « découvre » de nouveaux « continents » (c'est-à-dire de nouveaux marchés pour l'extraction de marchandises et pour la consommation), le capitalisme est confronté à une crise complexe (dans sa composition, son étendue et sa profondeur), qu'il a lui-même produite par son ardeur prédatrice.

C'est une combinaison de crises :

L'une est la crise environnementale qui s'abat sur le monde entier et qui est aussi produite par le développement du capitalisme : l'industrialisation, la consommation et le pillage de la nature ont un impact environnemental qui altère déjà ce qu'on appelle « la planète Terre ». Le météore « capitalisme » est déjà tombé, et il a radicalement modifié la surface et les entrailles de la troisième planète du système solaire.

L'autre est la migration. Des territoires entiers sont paupérisés et détruits et les gens sont forcés à émigrer, cherchant où vivre. La guerre de conquête, qui est l'essence même du système, n'occupe plus des territoires et leur population, mais classe cette population sous la rubrique « restes », « ruines », « décombres », et ces populations meurent ou émigrent vers la « civilisation », qui, il ne faut pas l'oublier, fonctionne sur la destruction des « autres » civilisations. Si ces gens ne produisent pas ou ne consomment pas, ils sont excédentaires. Ce qu'on appelle le « phénomène migratoire » est produit et alimenté par le système.

Et une autre crise — sur laquelle nous nous trouvons d'accord avec divers analystes du monde entier — est l'épuisement des ressources qui font marcher « la machine » : les énergétiques. Ce qu'on appelle les derniers « pics » des réserves de pétrole et de charbon, par exemple, sont déjà tout proches. Ces énergies s'épuisent et sont très limitées, leur remplacement prendrait des millions d'années. L'épuisement prévisible et imminent rend stratégiques les territoires disposant de réserves énergétiques — quoique limitées. Le développement des sources d'énergie « alternatives » est trop lent pour la simple raison qu'il n'est pas rentable, c'est-à-dire que l'investissement n'est pas remboursé rapidement.

Ces trois éléments de cette crise complexe mettent en question l'existence même de la planète.

La crise terminale du capitalisme ? Pas le moins du monde. Le système a montré qu'il est capable de surmonter ses contradictions et même de fonctionner avec et dans celles-ci.

Ainsi, face à ces crises provoquées par le capitalisme lui-même, qui provoque la migration, provoque des catastrophes naturelles, qui s'approche de la limite de ses ressources énergétiques fondamentales (en l'occurrence le pétrole et le charbon), il semble que le système tente un repli vers l'intérieur, comme une anti-mondialisation, pour pouvoir se défendre contre lui-même et il utilise la droite politique comme garante de ce repli.

Cette apparente contraction du système est comme un ressort qui se rétracte pour se dilater ensuite. En réalité, le système se prépare à une guerre. Une autre guerre. Une guerre totale : partout, tout le temps et par tous les moyens.

On construit des murs juridiques, des murs culturels et des murs matériels pour essayer de se défendre contre les migrations qu'ils ont eux-mêmes provoquées ; on tente de refaire la carte du monde, de ses ressources et de ses catastrophes, pour que la gestion des premières assure le maintien du fonctionnement du capital et que les secondes n'affectent pas trop les centres où le Pouvoir se regroupe.

Selon nous, ces murs continueront à proliférer jusqu'à ce que soit construit une sorte d'archipel « d'en haut » où, sur des « îles » protégées, se trouvent les maîtres, disons, ceux qui ont la richesse ; et tous les autres, nous nous retrouvons hors de ces archipels. Un archipel avec des îles pour les patrons, et avec des îles différenciées — comme les *fincas* — ayant des tâches spécifiques. Et, bien loin, les îles perdues, celles des jetables. Et en pleine mer, des millions de barques errant d'une île à l'autre, à la recherche d'un lieu d'accostage.

Science-fiction de fabrication zapatiste ? *Googlez* « Bateau *Aquarius* » et jugez à quel point ce que nous décrivons diffère de la réalité. L'*Aquarius* s'est vu refuser la possibilité d'accoster un port par plusieurs nations européennes. Pour quelle raison ? La cargaison mortelle qu'il transporte : des centaines de migrants de pays « libérés » par l'Occident au cours de guerres d'occupation et de pays gouvernés par des tyrans avec l'aval de l'Occident.

« L'Occident », symbole de la civilisation autoproclamée, avance, détruit, puis se retire et ferme, pendant que le grand capital continue son négoce : il a fabriqué et vendu les armes de destruction, il fabrique et vend aussi les machines pour la reconstruction.

Et ceux qui prônent ce retrait, c'est la droite politique en plusieurs endroits. C'est-à-dire, les contremaîtres « efficaces », ceux qui contrôlent la *peonada* et assurent le profit du *finquero*... bien

que plus d'un, une, *un*, vole une partie des génisses et taurillons. Et, en plus, ils « fouettent » trop leur population *acasillada* respective.

Tous ceux qui sont en trop : ou ils consomment, ou il faut les anéantir ; il faut les pousser de côté ; ce sont — comme nous disons — les jetables. Ils et elles ne comptent même parmi les « victimes collatérales » de cette guerre.

Ce n'est pas que quelque chose est en train de changer, c'est qu'il a déjà changé.

Et maintenant utilisons la comparaison avec les peuples originaires parce que, pendant longtemps, dans la phase précédente du développement du capitalisme, les peuples originaires ont été comme oubliés. Auparavant, nous prenions l'exemple des enfants indigènes, qui étaient les non-nés parce qu'ils naissaient et mouraient sans que personne ne les compte, et ces enfants non nés habitaient dans ces régions, par exemple dans ces montagnes qui n'intéressaient personne auparavant. Les bonnes terres (les *planadas*, on les appelle) ont été occupées par les *fincas*, par les grands propriétaires terriens, et ils ont poussé les indigènes dans les montagnes, et maintenant il s'avère que ces montagnes ont des richesses, des marchandises que le capital veut aussi, et donc il n'y a nulle part où aller pour les peuples originaires.

Ou ils se battent et défendent, même jusqu'à la mort, ces territoires, ou y n'a pas le choix, bien sûr. Car il n'y aura pas de bateau pour les recueillir quand ils navigueront par tous les temps sur les eaux et les terres du monde.

Une nouvelle guerre de conquête des territoires des peuples originaires est en cours, et le drapeau brandi par l'armée d'invasion porte aussi parfois les couleurs de la gauche institutionnelle.

Ce changement de la machine qui concerne la campagne ou les « zones rurales » et qui ressort d'une analyse même superficielle, se produit également dans les villes ou dans les « zones urbaines ». Les grandes villes ont été réaménagées ou sont en cours de réaménagement, après ou pendant une guerre sans merci contre leurs habitants marginaux. Chaque ville contient beaucoup de villes, mais une seule ville centrale : celle du capital. Les murs qui entourent cette ville sont constitués de lois, de plans d'urbanisation, de policiers et de groupes d'intervention.

Le monde entier se fragmente ; les murs prolifèrent ; la machine avance dans sa nouvelle guerre d'occupation ; des centaines de milliers de personnes découvrent que le nouveau foyer que la modernité leur a promis est une barque en haute mer, le bas-côté d'une autoroute ou un centre de détention pour « sans-papiers » surpeuplé ; des millions de femmes apprennent que le monde est un immense club de chasse où elles sont la proie à capturer, l'enfance est alphabétisée en tant que marchandise sexuelle et main-d'œuvre ; et la nature présente la note en chiffre rouge de la dette prolongée qu'a accumulée le capitalisme au cours de sa brève histoire comme système dominant.

Bien sûr, il manque ce que disent les femmes qui se battent, ceux et celles d'en bas (pour qui, au lieu du glamour des placards entrouverts d'en haut, il y a mépris, persécution et mort), celles qui passent la nuit dans les banlieues populaires et le jour à travailler dans la capitale, les migrant·e·s qui se souviennent que ce mur n'a pas été là de tout temps, les proches des disparu·e·s, assassiné·e·s et emprisonné·e·s qui n'oublient ni ne pardonnent, les communautés rurales qui découvrent qu'elles ont été trompées, les identités qui découvrent leurs différences et passent de la honte à l'orgueil, et

300

Deuxième partie

Du monde, nous descendons vers le continent.

Si on regarde vers le haut...

On voit les exemples de l'Équateur, du Brésil et de l'Argentine, où non seulement on déplace des gouvernements supposés progressistes, mais aussi où on les poursuit en justice et met à leur place des gouvernements formés en bons contremaîtres, en contremaîtres obéissant au capital (même si, soyons justes, ils sont encore assez maladroits dans leur cynisme) pour la nouvelle restructuration de la *finca* mondiale ; il s'agit de Temer au Brésil, Macri en Argentine et, en Équateur, celui qui était un bon parce qu'il a été mis par le récemment accusé Correa (celui de la « révolution citoyenne » — « de gauche », l'argument de vente de l'intelligentsia progressiste) et maintenant il s'avère qu'il est de droite, Lenin Moreno — paradoxalement il s'appelle Lénine.

Sous la vigilance de l'État qui s'est converti en policier de la région, la Colombie, et d'où ils menacent, déstabilisent et planifient des provocations qui justifient les invasions des « forces de paix », partout en Amérique du Sud on en revient aux temps brutaux de la colonie, maintenant avec le « nouvel » *extractivisme*, qui n'est que le pillage ancestral des ressources naturelles, classifiées comme « matières premières », et qui est avalisé par les gouvernements progressistes de la région et promu comme un « extractivisme de gauche » — quelque chose comme un capitalisme de gauche ou une gauche capitaliste ou qui sait ce que ça veut dire —, mais on détruit et dépouille pareillement, sauf que c'est pour une « bonne cause » (?). Toute critique ou mouvement opposé à la destruction des territoires des peuples originaires est catalogué « promu par l'Empire », « inspiré par la droite » et autres équivalents à « c'est un complot de la mafia du Pouvoir ».

Bref, sur le continent, « l'arrière-cour arrière » du Capital s'étend jusqu'au Cap Horn.

Mais si on regarde en bas....

On voit des rébellions et des résistances, en premier lieu, des peuples originaires. Vouloir les nommer tous ne leur rendrait pas justice, car il y aurait toujours le risque d'en omettre quelques-uns. Mais leur identité se manifeste dans leur lutte. Là où la machine rencontre une résistance à son avancée prédatrice, la rébellion revêt des couleurs nouvelles tellement elles sont anciennes et parle des langues « étranges ». Le pillage, également déguisé en mise en valeur de la terre, tente d'imposer sa logique mercantile à ceux qui appellent la terre la mère.

Ces résistances sont accompagnées par des groupes, des collectifs et des organisations qui, sans faire eux-mêmes partie des peuples originaires, partagent avec eux leurs efforts et leur destin, c'est-à-dire leur cœur. Ce qui les amène à subir calomnies, persécutions, emprisonnements et, souvent, la mort.

Pour la machine, les peuples originaires sont des choses, incapables de penser, de sentir et de décider ; il n'est donc pas étranger à sa logique automatisée de penser que ces groupes en réalité

« dirigent », « utilisent » et « manipulent » ces « choses » (les peuples originaires) qui refusent d'adhérer à l'idée que tout est marchandise. Tout, y compris leur histoire, leur langue, leur culture.

Pour le système, le destin des indigènes est dans les musées, dans les spécialisations de l'anthropologie, dans les marchés d'artisanat et dans l'image de la main tendue attendant l'aumône. Il doit être désespérant, pour les théoriciens et les avocats de la machine, cet analphabétisme qui ne comprend pas les mots : « consommation », « profit », « progrès », « ordre », « modernité », « conformisme », « achat et vente », « reddition », « capitulation ». Ce qu'il faut pour alphabétiser ces réfractaires à la civilisation, ce sont les programmes d'aide qui divisent et confrontent, les barreaux des prisons, le plomb et la disparition. Et, bien sûr, il y a ceux qui se vendent et livrent les leurs au bourreau, mais il y a des communautés qui restent rebelles parce qu'elles savent qu'elles sont nées pour la vie, et que les promesses du « progrès » cachent la pire mort : celle de l'oubli.

Continuons avec l'Amérique centrale — où Shakespeare se répète au Nicaragua, et le couple Macbeth, Daniel et Rosario, se demande : « Qui aurait pu imaginer que le vieux (Sandino) avait tant de sang dans le corps ? » et tente en vain de s'essuyer les mains sur un drapeau rouge et noir —, qui commence à se transformer, d'un territoire oublié (après un pillage impitoyable), en un problème pour le grand capital car c'est un grand fournisseur et tremplin de migrants ; et c'est ce qui va conférer au Mexique, et en particulier au Sud-Est mexicain, un rôle de mur.

Et nous avons décidé d'inclure le Mexique dans l'Amérique centrale parce que son histoire le lie à l'Amérique latine et que, même sur les cartes du monde, l'Amérique centrale est le bras tendu de ceux qui sont frères dans la douleur et la colère.

Mais leur vocation étrangère conduit les différents gouvernements que ce pays a subi et subira et ses milieux politiques à admirer, imiter, servir et chercher « l'annexion des peuples de notre Amérique au Nord troublé et brutal qui les méprise » (José Martí, « Lettre à Manuel Mercado », 18 mai 1895).

Quand Donald Trump dit qu'il veut construire son mur, tout le monde pense au rio Bravo, mais le capital pense au rio Suchiate, à l'Usumancita et au rio Hondo. En réalité le mur se trouvera au Mexique pour arrêter ceux qui viennent d'Amérique centrale et cela peut aider à comprendre pourquoi Donald Trump, le 1er juillet, a salué *Juanito Trump*, qui venait de remporter les élections du Mexique.

Ce qui donne son sens à un mur, c'est qu'il s'oppose à « quelque chose ». Tous les murs sont dressés contre ce « quelque chose », qu'il soit appelé zombies, extraterrestres, délinquants, sans-papiers, migrants, *indocumentados*, illégaux, clandestins, étrangers. Les murs ne sont qu'une variante de la porte et des fenêtres fermées d'une maison, qui se protège ainsi de l'étranger, de l'étrange, de l'*Alien* qui, dans sa différence porte la promesse de l'apocalypse finale. L'une des racines du mot « ethnicité » renvoie à la notion de « gens étrangers ».

Dans les plans de capital, le mur contre l'Amérique latine aura la forme de l'impossible corne d'abondance et s'appellera « le Mexique ».

Dans la région du Sud-Est, nous l'avons dit, la première étape du mur Trump est en construction. Le bureau « national » d'immigration continuera à agir en subordonné de la *Border Patrol* ; et le Guatemala et le Belize sont la dernière étape avant d'arriver à la douane nord-américaine. Cela fait du Sud-Est mexicain l'une des priorités de conquête et d'administration.

Ainsi, dans les nouveaux plans « géopolitiques », on propose de créer un « tampon », un « amortisseur », un filtre qui réduise radicalement les migrations. Ainsi on propose un placebo pour dissiper le cauchemar du capital : une horde de zombies (c'est-à-dire de migrants) au pied de ses murs, menaçant son style de vie et « gravant » sur la surface indifférente de fer et de béton un graffiti qui signale :

« *Ton bien-être est construit sur mon malheur.* »



Dans ce pays, également appelé « République mexicaine », les dernières élections fédérales ont réussi à cacher la réalité... pendant un instant : la crise économique, la décomposition sociale (avec sa longue liste de *féminicides*) et la consolidation (malgré les prétendus « coups mortels » portés au narco) des États parallèles (ou imbriqués dans les États nationaux) de ce qui est appelé « le crime organisé ». Pendant un bref moment, les meurtres, enlèvements et disparitions de femmes de tous âges ont été relégués au second plan. Ainsi que la cherté de la vie et le chômage. Mais, à mesure que l'enthousiasme pour le résultat des élections s'estompe, la réalité dit une fois de plus : « Me voici, il manque mon vote... et ma faux. »

De l'horreur qui a fait du Mexique un cimetière dans les limbes, le non-lieu des disparitions, nous ne parlerons pas beaucoup. Il suffit d'écouter les médias pour en avoir une vague idée. Mais on peut en trouver une description, une analyse et une évaluation plus approfondies dans les participations de Jacobo Dayán, Mónica Meltis, Irene Tello Arista, Daniela Rea, Marcela Turati, Ximena Antillón, Mariana Mora, Edith Escareño, Mauricio González González et John Gibler, dans le séminaire du mois d'avril dernier, « Regards, écoutes, paroles ; interdit de penser ? », au Cideci de San Cristóbal de Las Casas, au Chiapas, et dans leurs écrits, chroniques, reportages et tribunes. Et pourtant, lire ou entendre parler de l'horreur quotidienne est très différent de la vivre jour après jour.

Le grand capital ne se soucie pas des disparitions, des enlèvements et des *féminicides*. Ce qui le préoccupe, c'est *sa* sécurité et celle de *ses* programmes. La corruption qui le dérange est celle qui réduit son profit. C'est pourquoi on lui propose : « Je vais faire un bon contremaître, avec moi la plèbe sera tranquille et contente, tu auras de nouveau la sécurité que les gouvernements précédents n'ont pas su t'assurer, tu vas pouvoir prendre ce que tu veux prendre, et je ne vais rien te voler. »

Une chose continue de gêner le système, c'est l'État national, et il lui assignera de plus en plus la seule fonction pour laquelle naît tout État, à savoir assurer par la force la relation entre dominateurs et dominés.

Les plans de développement des nouveaux gouvernements partout dans le monde ne sont que des déclarations de guerre particulières dans les territoires où ces plans de développement vont s'appliquer.

En termes crus, on dirait qu'on se propose de construire des friches et des déserts, et en même temps on construit déjà l'alibi pour esquiver la responsabilité de cette destruction : « Nous vous avons anéantis, mais c'était pour le bien de tous. »



Je me suis trompé. Nous avions prévu qu'il allait y avoir une fraude électorale (et il y en a eu une, mais dans un autre sens). Nous avions prévu que López Obrador allait gagner, mais que le système allait escamoter son triomphe par la triche. Et nous avons réfléchi aux options du système après cette fraude. Selon notre analyse le scandale ne leur faisait pas peur parce qu'ils avaient déjà enduré le scandale de la Maison Blanche, d'Ayotzinapa, de *la Estafa Maestra* (la Parfaite Arnaque), les affaires de corruption des gouvernements des régions, alors au cas où la fraude aurait fait scandale, Peña Nieto n'en avait rien à faire. Nous pensions que le dilemme du système était de choisir entre Meade et Anaya, choisir celui qui était le plus à droite, le plus efficace pour ses plans, lequel des deux serait le meilleur contremaître.

La possibilité d'une résistance soutenue et radicale du candidat qui allait être évincé étaient minimales, rien de dangereux pour le système n'allait donc se produire, mais il allait y avoir des protestations. C'est l'excuse que je vous présente, parce que c'est en pensant à ça que nous avons retardé la convocation des réseaux, parce que nous pensions qu'il y aurait des protestations, des blocages et tout ça, et que si nous les invitations, peut-être qu'ils allaient être coincés quelque part ; pour cette raison, l'appel vous est arrivé tard, excusez.

Nous, zapatistes, nous nous préparons toujours au pire. Si ça arrive, on y était prêts. Si ce n'est pas le cas, nous y étions aussi prêts.

Nous pensons donc maintenant, d'après ce que nous voyons, que nous ne nous sommes pas trompés, qu'en effet le système a choisi, parmi les quatre candidats, celui qui se propose comme le plus efficace, M. López Obrador. Et les preuves d'amour que M. López Obrador a données, ou que ce monsieur donne, au grand capital, c'est-à-dire au *finquero*, sont entre autres la reddition des territoires des peuples originaires. Ses projets pour le Sud-Est, pour n'en citer que quelques-uns, pour l'Isthme, pour les États du Chiapas, du Tabasco, du Yucatán et de Campeche, sont en réalité des projets de dépossession.

Et ce qui préoccupe surtout un gouvernement sortant, c'est l'impunité, pas ses taux de popularité. Alors le « vote » gouvernemental devait aller à ceux qui garantissent qu'ils ne seront pas poursuivis en justice. Que l'exil ou la prison ne soient pas le recours toujours nécessaire pour légitimer la nouvelle administration. Le nouveau contremaître devait promettre (et prouver) qu'il ne criminaliserait pas le contremaître précédent.

Mais ne croyez pas que le nouveau gouvernement va être comme n'importe quel autre contremaître, avec lui vient la « nouvelle » pensée unique.

Il y a une espèce de nouvelle religion en gestation. On dirait que la religion du marché, qui apparaît partout où les gouvernements de droite s'emparent du pouvoir, ne suffit plus, qu'une sorte de nouvelle morale s'impose avec l'argument quantitatif et attaque le travail scientifique, l'art et la lutte sociale.

Il n'y a plus de luttes pour une revendication, ce qu'il y a, ce sont de bonnes luttes et de mauvaises luttes. En termes plus clairs : il y a les bonnes luttes et il y a les luttes qui servent la mafia du pouvoir, le « bon » art et celui qui sert la mafia du pouvoir, le travail scientifique « correct » et celui qui sert la mafia du pouvoir. Tout ce qui n'est pas guidé par la nouvelle pensée unique qui est en

cours de définition fait partie de l'ennemi. Et la foi, ou plutôt la nouvelle foi qui est en train de naître, a besoin d'un individu exceptionnel, d'une part, et de masses qui le suivent.

C'est arrivé au cours d'autres épisodes de l'histoire mondiale, et maintenant ça va commencer à arriver ici. Ce qui fait qu'au lieu de répondre avec des arguments aux critiques et objections que vous faites, ou que nous faisons, on dit, par exemple, que nous sommes grossiers ou que nous sommes envieux.

Nous ne doutons pas qu'il y ait des gens qui, honnêtement, ont pensé que le changement promis, en plus de ne pas coûter cher (il suffisait de cocher un bulletin de vote), mènerait à un changement réel, « véritable ». Ça doit faire enrager que dans le panorama d'en haut on retrouve les noms des criminels d'avant, même s'ils ont changé de couleur pour adopter le rouge cerise.

Mais la vocation de droite de la nouvelle équipe gouvernementale est indéniable. Et son entourage « intellectuel » et social revendique sans rougir sa tendance autoritaire. Le scénario que nous avons décrit il y a treize ans, en 2005, est suivi à la lettre. Celui qui a été mauvais dans la défaite est mauvais dans la victoire. Dire que le prochain gouvernement est de gauche ou progressiste n'est qu'une calomnie. Alors nous utilisons la métaphore de l'œuf du serpent. Il y a un film d'Ingmar Bergman qui s'appelle comme ça, et il y a une scène où un médecin (qui, soit dit en passant, a été joué par l'acteur de *Kung Fu* David Carradine) explique que ce qui se passe à l'époque en Allemagne — qui va devenir fasciste — peut se comparer à un œuf de serpent, si on le regarde à contre-jour, on voit ce qu'il y a dedans, et on y voyait alors ce qui se passe actuellement.

Vous savez que tous les efforts du Movimiento de Regeneración Nacional, de López Obrador et de son équipe, depuis le 1er juillet, sont de se mettre bien avec la classe dominante et le grand capital. Il n'y a aucun indice (personne ne peut dire qu'il a été trompé), aucune indication qu'il s'agit d'un gouvernement progressiste, aucune. Ses principaux projets vont détruire les territoires des peuples originaires : le million d'hectares de la Lacandona, le Train Maya, ou le corridor de l'Isthme qu'il veut faire, entre autres. Sa franche empathie avec le gouvernement de Donald Trump est déjà une confession publique. Sa « lune de miel » avec des hommes d'affaires et le grand capital transparait dans les principaux membres de son cabinet et dans ses plans pour la « Quatrième Transformation ».

Il est clair, nous croyons, que l'approbation du Pouvoir, de l'Argent, est plus qu'une reconnaissance du « triomphe » de López Obrador. Dans les rangs du grand capital, il y a un réel enthousiasme pour les opportunités de conquête qui s'ouvrent avec le programme du gouvernement *lopezobradoriste*.

Nous avons des faits concrets et beaucoup de rumeurs (qui ne peuvent être prouvées) sur ce qui s'est passé dans le récent processus électoral. Nous ne les rendons pas publics parce qu'on pourrait en déduire qu'il y a eu fraude, et rien n'est plus éloigné de nos intentions que de tenter de gâter l'euphorie qui gagne les « 30 millions ».

Mais ce que personne ne veut souligner, c'est qu'il y avait une sorte d'« effet d'annonce », tout comme cela s'était produit lors des élections précédentes, celles de Calderón et de Peña Nieto. En d'autres termes, ce ne sont pas les « institutions » qui ont dit qui avait gagné, mais les médias. Alors que le Programme de résultats électoraux préliminaires (PREP) commençait à peine, Televisa et TV Azteca disaient déjà qui était le vainqueur ; quelques minutes après, avec moins de un pour cent des votes comptabilisés, vint la reconnaissance de Meade, Anaya et la Calderona. Quelques heures plus

tard, le « camarade » Trump se félicite et, à l'aube du lendemain, Carlos Salinas de Gortari (qu'on a cessé d'appeler *l'innommable*) se joint aux félicitations. Sans qu'on connaisse les résultats officiels, commence le baisemain que le PRI a institué en patrimoine national. Et l'Institut national électoral ? Eh bien, il remplit la fonction pour laquelle il a été créé : être le faire-valoir de la « démocratie électorale ». Les « institutions » responsables du scrutin se sont limitées à suivre l'avalanche médiatique.

Les intellectuels progressistes qui, au cas où il ne se serait pas agi de leur leader, auraient dénoncé ce qui s'est passé comme un « coup d'État médiatique », souscrivent maintenant sans rougir au « d'une façon ou d'une autre » : « on a gagné, peu importe comment ». Le fait est que tout semble indiquer que le résultat a été négocié et accepté en dehors des bureaux de vote et du calendrier électoral. Mais rien de tout cela n'a plus d'importance, le grand électeur a décrété : « *Habemus Contremaître*, les affaires continuent. »

Cette nouvelle pensée unique va remplacer l'argument de la raison par l'argument quantitatif : « 30 millions de gens ne peuvent se tromper », qui a été utilisé par le père, je ne me souviens plus comment il s'appelle, Solalinde ? Celui-là même (désolé, je ne le prononce jamais bien et le SubMoy me corrige toujours), et qu'on utilise sans cesse : « Pourquoi vous opposez-vous à 30 millions ? Vous êtes à peine 300 personnes et en plus sales, laides, méchantes et grossières. » Enfin, ils parlent de vous (les réseaux) ; moi, je suis juste grossier.

Avec cette nouvelle forme de foi (qui nous fait insister sur le fait qu'il manque le vote qui compte, le vote de réalité), on commence à faire prévaloir dans l'imaginaire collectif la raison de la quantité sur l'analyse et la raison argumentée.

Et l'histoire commence à se réécrire et devient la nouvelle Histoire officielle. Selon elle, tous les mouvements sociaux et politiques du passé visaient en fait à amener López Obrador à la présidence. Nous lisons maintenant que le mouvement de 68 n'a été que l'antécédent de la « fin des temps », cinquante ans plus tard. Nous lisons que Manuel Bartlett et des criminels du même type sont purifiés parce qu'ils sont du côté du vainqueur. Nous lisons qu'Alfonso Romo est un homme d'affaires « honnête » qui ne s'intéresse qu'au bien-être son prochain.

Nous avons lu que ceux qui hier étaient du PRI, du PAN, du PRD, du Parti vert écologiste, ou qui se sont formés comme militants dans le show-business, sont maintenant des leaders illustres de la « Quatrième Transformation ». Et nous lisons aussi que le soulèvement zapatiste de 1994 a été le prélude au soulèvement « citoyen » de 2018 ! Et le leader a déjà instruit que soient élaborées des théories sur son ascension au pouvoir. Il ne faudra pas longtemps pour que les historiens proches de lui modifient les manuels d'histoire.

Nous avertissons qu'une avalanche se prépare, un tsunami d'analyses frivoles et emberlificotées, de nouvelles religions laïques, de prophètes mineurs — très mineurs — parce qu'ils ont la plate-forme pour le faire. Il y aura plein de sornettes pour ceux qui veulent les avaler. Et puisque nous parlons de néo-religion, les roues du moulin seront démocratisées pour que tous puissent communier.

Apparaîtront de nouveaux *boy-scouts*, les éclaireurs prêts à faire le bien, mais en regardant bien à qui.

Les « représentants des citoyens » qui promeuvent la *citoyennisation* : ce que veulent les « autochtones » (j'te jure, c'est comme ça qu'ils disent), c'est être comme celui qui les dépouille. Être « égal », ne serait-ce que dans la fugace temporalité de l'urne, et « libre » lorsqu'il s'agit de signer la concession de la mine-hôtel-chemin de fer, le contrat d'« embauche », les versements échelonnés, le « ferme soutien à notre président », la sollicitude d'« aide gouvernementale ».

Il y aura un boom prévisible des services administratifs, mais, au lieu de ressources, on aura un dialogue. Et ça vaut la peine, même si ça ne paie pas. Parce que le modèle des « guichets » se décentralisera. Vous n'aurez plus besoin d'aller dans un bâtiment, de faire la queue et de vous rendre compte, après une longue attente, qu'il manque la copie rose. Maintenant, le guichet viendra chez vous : « Demandez, nous irons ; comme certificat vous recevrez une promesse. »

S'il y a quelqu'un qui n'a rien, il y a de fortes chances qu'il ait de l'espoir. Les nouveaux escrocs seront chargés d'administrer cet espoir, de doser leur encouragement et de le transformer en chimère qui reconforte mais ne résout rien.

On recyclera l'argument utilisé dans certains secteurs de la lutte sociale : il n'est pas possible de changer le système, ce qu'il faut faire, c'est l'administrer ou limer ses aspérités pour qu'elles ne fassent pas trop mal, autrement dit on peut vous transformer en bons contremaîtres, voire arriver à créer un bon capitalisme ; il est possible de changer le système de l'intérieur.

On devine déjà la silhouette à travers la coquille : on exige le renoncement à la raison et à la pensée critique ; l'exaltation du nationalisme fondé sur le « bon » autoritarisme ; la chasse à ce qui diffère ; la légitimité acquise à grands cris ; la néo-religion laïque ; l'unanimité imposée ; la capitulation de la critique ; la nouvelle devise nationale : « Interdit de penser ». Bref, l'hégémonie et l'homogénéité qui sont les piliers des fascismes qui ne s'avouent pas.



Ce qu'on met à notre disposition, est-ce que ce sont des concepts qui permettent de comprendre (et d'agir) ? Des termes tels que « citoyenneté », « jeunesse », « femmes », « progrès », « développement », « modernité », « démocratie électorale » comme synonyme de démocratie ?

Le terme « citoyen », comme concept pour comprendre ce qui se passe, ne sert à rien : Carlos Slim est « citoyen », tout comme le paysan dépouillé par le nouvel aéroport de Mexico. Il en est de même pour Ricardo Salinas Pliego et quelqu'un qui vit dans la rue à la suite du séisme de septembre 2017. Alfonso Romo et les membres de la communauté tzeltal qui vont être dépossédés de leurs terres pour laisser passer un train dans lequel les touristes prendront des *selfies*.

Un autre : « jeunesse ». « Jeunes » sont les filles de Peña Nieto, et les ouvriers et étudiants assassinés.

Un autre : « femmes ». Les « femmes » sont les Aramburuzavala, Gonda, Sánchez Cordero, González Blanco Ortiz Mena, Merkel et May, tout autant que les assassinées de Ciudad Juárez, les violées aux quatre coins du monde, les battues, les exploitées, les persécutées, les détenues, les disparues.

Tous les concepts qui éliminent la division ou qui n'aident pas à comprendre une division de classe entre dominateurs et dominés sont une tromperie et leur permettent de coexister en un seul, les uns

et les autres. Cette *transversalité* — qu'ils disent — entre capital et travail ne sert à rien, n'explique rien et mène à une cohabitation perverse entre exploitateur et exploité et il semble un instant qu'ils soient les mêmes, alors qu'il n'en est rien.

Il y a aussi cette tentative de revenir au système d'avant, cet impossible saut en arrière vers « l'État providence », vers le « l'État bienfaiteur » de Keynes, vers le vieux PRI (ce qui a fait dire à quelqu'un en blaguant que la première transformation a été le PNR, la deuxième le PRM, la troisième a été PRI, et maintenant la quatrième transformation est le PRIMOR).

Et ainsi revient l'ancienne discussion entre réforme et révolution. Les « débats » entre les « radicaux », qui luttaient pour la révolution, et les « ringards », qui étaient pour un changement graduel, pour des réformes progressives pour atteindre le royaume du bonheur. Ces discussions avaient lieu autrefois dans les cafés. Les agoras d'aujourd'hui sont les réseaux sociaux et on peut suivre cet exercice d'auto-érotisme chez les *influencers* (comme on dit).

Nous pensons qu'il n'est même pas nécessaire d'en discuter, parce que la réforme n'est plus possible ; ce qu'a détruit le capitalisme n'est plus récupérable, il ne peut plus y avoir un capitalisme bon (nous pensons que cette possibilité n'a jamais existé), il nous faut le détruire totalement.

Et pour paraphraser ce qu'ont dit les femmes zapatistes à la [Rencontre des femmes en lutte](#) : il ne suffit pas de mettre le système en feu, il faut s'assurer qu'il se consume totalement et qu'il ne reste que des cendres.

On en reparlera en une autre occasion. Pour l'instant, nous voulons juste souligner que la contre-révolution sociale est tout à fait possible. Non seulement elle est possible, mais elle va être continuellement à l'affût, parce qu'on va essayer d'anéantir toute lutte extérieure à ce processus de domestication qui se prépare. On va essayer de la détruire, surtout violemment.

Non seulement par la marginalisation, non seulement par la diffamation, mais aussi par les attaques paramilitaires, militaires et policières.

Pour quiconque conteste ces nouvelles règles — qui sont en fait les anciennes —, il n'y aura pas d'amnistie, pas de pardon ni d'absolution, pas de câlins ni de photos ; il y aura la mort et la destruction.

La lutte contre la corruption (qui n'est autre que la lutte pour la bonne administration de la domination) non seulement n'inclut pas la lutte pour la liberté et la justice, mais même s'y oppose, car sous le prétexte de la lutte contre la corruption il y a une lutte pour un appareil d'État plus efficace dans la fonction quasi unique qu'a l'État national : la répression. Et il ne lui restera bientôt même pas celle-là.

Le gouvernement ne sera plus le contremaître voleur qui garde plusieurs génisses et taurillons qu'il ne signale pas au *finquero*. Le nouveau contremaître ne volera pas, il remettra au patron l'intégralité des gains.

Ils veulent redonner à l'État national, du Mexique en l'occurrence, ses véritables fonctions. En d'autres termes, quand on parle du besoin de sécurité, c'est la sécurité du capital ; c'est l'introduction et l'amélioration d'un nouvel État policier : « Je vais bien faire les choses parce que je vais garder un œil sur tout. » La sécurité exigée par la *citoyennisation* est en fait la réimplantation

d'un système policier, un mur modernisé et professionnalisé qui sache faire la distinction entre « les bons » et « les méchants ».

La police de la capitale sera professionnalisée. Le taux de criminalité y sera réduit et il y aura de « beaux » policiers qui aideront les personnes âgées à traverser la rue, iront à la recherche des animaux de compagnie égarés et s'assureront que la circulation est amicale pour ce qui compte : les voitures.

À l'extérieur, à la périphérie, la collusion continuera entre ceux qui doivent prévenir et poursuivre le crime et ceux qui le commettent. En contrepartie, le tourisme extrême sera encouragé : dans la capitale, des « tours » et des « safaris » seront organisés pour connaître ces créatures rares qui habitent les ombres ; les touristes pourront prendre un *selfie* avec le jeune homme arrêté-battu-assassiné, son sang brouillant les couleurs des tatouages, éclipsant l'éclat des piercings et des rivets, tachant le vert-violet-bleu-orange des cheveux. Qui c'était ? Qui s'en soucie ? Dans un *selfie* tout ce qui n'est pas le « moi » est juste mise scène, anecdote, émotion « forte » à montrer sur le *face*, sur *instagram*, parmi les *chats*, les autobiographies. Et, dans le haut-parleur du véhicule blindé, la sympathique guide touristique met en garde : « Nous vous rappelons que la consommation de *tacos*, *tortas* et autres *garnachas* est à vos risques et périls ; l'entreprise n'est pas responsable des indigestions, gastrites et infections stomacales. Pour ceux qui sont descendus, voici du gel antibactérien. »

Le nouveau gouvernement promet de récupérer le monopole de l'usage de la force (dont l'a privé ledit « crime organisé »). Mais plus seulement avec la police et les armées traditionnelles. Également avec les « nouveaux » vigiles : les nouvelles chemises « brunes » ou rouge cerise, que vont devenir les paroissiens de la nouvelle religion laïque ; les masses qui vont attaquer les mouvements sociaux qui ne sont pas domestiqués. Les « bataillons rouges » recyclés (aujourd'hui « cerise » pour la « Quatrième Transformation ») qui devront mener à bien le « nettoyage » des sales, des laid·e·s, des méchant·e·s, des grossier·e·s, et de quiconque résiste à l'ordre, au progrès et au développement.



Alors nous continuons à descendre pour voir comment résistent (avec d'autres organisations, groupes et collectifs), nos communautés — aujourd'hui une partie de la direction collective de l'EZLN est là avec nous, quatre-vingt-dix commandantes et commandants ; ils sont plus, mais ce sont ceux qui nous accompagnent cette fois en l'honneur de votre visite (la visite des réseaux).

Nous continuons à marcher avec deux pieds : la rébellion et la résistance, le non et le oui ; non au système et oui à notre autonomie, ce qui signifie que nous avons à construire notre propre chemin vers la vie. Il se fonde sur certaines des racines des communautés originaires (ou indigènes) : le collectif, l'entraide mutuelle et solidaire, l'attachement à la terre, le fait de cultiver les arts et les sciences, la vigilance constante contre l'accumulation de richesses. Cela, ainsi que les sciences et les arts, c'est notre guide. C'est notre « façon », mais nous pensons que dans d'autres histoires et identités, c'est différent. C'est pourquoi nous disons que le zapatisme ne peut pas être exporté, pas même sur le territoire du Chiapas, mais que chaque calendrier et chaque géographie doit suivre sa propre logique.

Les résultats de notre cheminement sont visibles pour ceux qui veulent voir, analyser et critiquer. Bien sûr, notre rébellion est tellement, tellement petite, qu'il faudrait un microscope ou, mieux encore, un périscope inversé pour la détecter.

Et ce n'est pas non plus un exercice très encourageant : nos possibilités sont minimes.

On n'approche même pas, il s'en faut de beaucoup, les 30 millions.

On n'est peut-être que 300.



300

Troisième et dernière partie

Un défi, une autonomie réelle, une réponse

Et maintenant ?

Ramer à contre-courant. Rien de nouveau pour nous autres zapatistes.

Nous voulons le réitérer — nous en avons discuté avec nos peuples : nous nous confronterons à tout contremaître, quel qu'il soit ; pas seulement celui qui propose une bonne administration et une répression correcte — autrement dit cette lutte contre la corruption et le plan de sécurité fondé sur l'impunité —, mais aussi ceux qui derrière des rêves avant-gardistes tentent d'imposer leur hégémonie et de nous homogénéiser.

Nous ne changerons pas notre histoire, notre douleur, notre rage, notre lutte pour le conformisme « progressiste » et sa marche derrière le leader.

Il se peut que les autres l'oublient, mais nous, nous n'oublions pas que nous sommes zapatistes.

Et dans notre autonomie et à propos d'elle — vu qu'on discute de savoir si elle va être reconnue ou ne va pas être reconnue —, nous avons fait ce raisonnement : l'autonomie officielle et l'autonomie réelle. Celle qui est officielle est celle qui est reconnue par les lois. La logique serait : vous avez une autonomie, maintenant je la reconnais dans une loi, alors votre autonomie commence à dépendre de cette loi et ne conserve plus ses formes, puis, quand il va y avoir un changement de gouvernement, alors vous devez soutenir le « bon » gouvernement, et voter pour lui, promouvoir le vote pour lui, car si arrive un autre gouvernement, ils vont vous enlever la loi qui vous protège. Ça fait donc de nous les pions des partis politiques, comme cela s'est produit pour des mouvements sociaux dans le monde entier. Ce qui compte, ce n'est plus ce qui s'effectue dans la réalité, ce qui est défendu, mais ce que la loi reconnaît. La lutte pour la liberté se transforme ainsi en lutte pour la reconnaissance légale de la lutte elle-même.



On a parlé à nos chefs femmes et hommes. Ou plutôt nous avons parlé avec les peuples qui nous donnent le pas, le cap et le destin. Avec leur regard, nous voyons ce qui vient.

Nous avons discuté, et nous avons dit, eh bien, si nous disons cela, que va-t-il se passer ?

Nous allons rester seuls, on va nous dire que nous sommes marginalisés, que nous restons en dehors de la grande révolution... de la « Quatrième Transformation » ou de la nouvelle religion (quel que soit le nom qu'on lui donne), et il nous faudra encore une fois ramer contre le courant.

Mais ça n'a rien de nouveau pour nous, de nous retrouver seuls.

Et puis nous nous sommes demandé : bon, avons-nous peur de nous retrouver seuls ? Avons-nous peur de nous en tenir à nos convictions, de continuer à nous battre pour elles ? Avons-nous peur que ceux qui étaient en notre faveur se retournent contre nous ? Avons-nous peur de ne pas nous rendre, de ne pas nous vendre, de ne pas capituler ? Et finalement nous avons conclu : bon, nous sommes en train de nous demander si nous avons peur d'être zapatistes.

Nous n'avons pas peur d'être zapatistes et nous allons continuer à l'être.

C'est comme ça qu'on s'est demandé et qu'on s'est répondu.

Nous pensons qu'avec vous (les réseaux), envers et contre tout, parce que vous n'aviez pour vous ni moyens, ni consensus, ni mode, ni salaire — vous avez même dû payer de votre poche —, que malgré tout ça, autour d'un collectif d'indigènes et d'une petite femme *chaparrita*, et, elle, réellement *morena*, de la couleur de la terre, nous avons dénoncé un système prédateur et défendu la raison d'être d'une lutte.

Et donc nous cherchons d'autres personnes qui n'aient pas peur. Nous vous demandons donc à vous (les réseaux) : vous avez peur ?

Pensez-y, si vous avez peur, eh bien on cherchera ailleurs.



Pour un Réseau de résistance et de rébellion



Traduit de l'espagnol (Mexique)

par [Joani Hocquenghem](#).

Photographie : [ValK](#)

Source et texte d'origine :

[Enlace Zapatista](#).